



Vers un droit à la ville pour tous

→ Patrick JARRY

Maire de Nanterre

Aujourd'hui, les processus de la métropolisation mondiale renvoient une image presque partout semblable : autour de "territoires intégrés" capitalisant légitimité politique, prestige culturel et architectural, activités économiques, infrastructures... s'affermissent des territoires à la marge, relégués, renvoyés à la périphérie des richesses, des potentialités et des expressions.

Le point commun de ces "espaces périphériques" est de concentrer toujours plus les difficultés sociales, de subir un environnement dégradé où la qualité des espaces publics, des transports, des logements, mais aussi des perspectives d'avenir sont limitées. Nous vivons là une fragmentation sans précédent des espaces et des populations, qui tend à exclure un partie toujours plus grande de citoyens à côté de là même où se concentrent pouvoir et richesse.

Il n'y a d'avenir urbain qu'en travaillant la solidarité à l'échelle métropolitaine.

Face à cette urgence sociale qui questionne le vivre ensemble de nos villes, les pouvoirs locaux des grandes métropoles ressentent la nécessité de confronter leurs intérêts, de développer des espaces communs de réflexions et de décisions. Car la violence créée par cette fragmentation, ici mais également partout dans le monde, confirme qu'il n'y a d'avenir urbain qu'en travaillant la solidarité à l'échelle métropolitaine.

Plus que jamais, nous avons besoin d'élaborer ensemble des réponses aux enjeux urbains modernes que sont l'accès au logement, à l'emploi, à la culture ou encore le développement économique, la citoyenneté locale ou l'aménagement...

A l'échelon de notre métropole, les premières orientations proposées par le Conseil Régional autour du SDRIF⁽¹⁾ semblent prometteuses. Elles devraient permettre de conjuguer les efforts pour développer une métropole plus solidaire et effectuer le rattrapage attendu pour les territoires et les populations qui souffrent le plus.

Au niveau mondial, le réseau FALP⁽²⁾ qui relie collectivités locales, chercheurs, mouvements citoyens, en interrogeant le lien entre territoires et mondialisation, en mettant en commun pratiques et expériences, participe également à travailler d'autres perspectives à l'exclusion actuelle.

Faire entendre la voix des périphéries populaires des métropoles devient aujourd'hui urgent. Non pas pour opposer une marge au cœur, mais pour construire ensemble autour des bassins de vie des habitants, des bassins d'espoirs. Pour travailler à des métropoles solidaires, durables et démocratiques, qui fassent enfin advenir un véritable droit à la ville pour tous. ♦

(1) Schéma directeur de la région Ile-de-France.

(2) Forum des autorités locales de périphérie.

Dès octobre 2002, les « Rencontres internationales de Nanterre » organisées par des villes de périphérie d'Europe et d'Amérique latine avaient permis de premiers échanges d'expériences, d'informations, de pratiques et d'analyses sur cette spécificité urbaine.

Dans le prolongement de ces rencontres, le réseau mondial « Villes de périphérie & démocratie participative » a été créé pour répondre au besoin d'inventer et d'instituer des espaces de débat et d'élargir le champ des acteurs impliqués dans le monde.

Membre actif de ce réseau, la Ville de Nanterre a accueilli les 2, 3 et 4 mars 2006 le Forum des autorités locales de proximité, qui a réuni plus de 750 représentants de 20 pays.

Site Internet : www.falp.nanterre.fr

Partenaire de cette initiative, la Ville de Paris, édite ce numéro hors série d'Extramuros, rendant compte d'une partie des débats consacrés plus précisément aux questions de gouvernance métropolitaine.



Le rendez-vous des banlieues du monde

Ce fut le " rendez-vous des banlieues du monde ", mais aussi celui des métropoles, ces formes modernes de l'urbanité.

Du 2 au 4 mars dernier, à Nanterre, le premier "Forum mondial des autorités locales de périphérie" (FALP) a rassemblé plus de 750 participants en 40 heures de débats. Des élus et des agents publics d'une centaine de collectivités locales (47 françaises) issues de 20 pays ont participé aux travaux, aux côtés d'universitaires et spécialistes de la ville, de représentants de mouvements citoyens et associatifs. En question, les villes d'aujourd'hui et notamment les métropoles, dont la mondialisation fragmente les populations, les espaces, les cultures, renvoyant toujours plus vers la périphérie des droits et des territoires des millions de personnes dans le monde.

Tout au long du Forum, trois thèmes principaux ont été développés : les participants ont réfléchi aux conditions d'une métropole démocratique, à ce que devrait être une métropole pour tous, enfin, à une métropole durable.

L'échange d'expériences autour de ces trois thèmes ne pouvait qu'être très riche entre les très nombreux intervenants qui participaient aux trois journées de débats : entre autre un ancien maire de Porto Alegre au Brésil, celui de Marzhan près de Berlin, une élue de Bamako (Mali), un autre de Budapest (Hongrie), les maires de Bondy, de Bobigny (Seine-Saint-Denis), de Villa El Salvador (Pérou), de Sumapaz (Colombie) et de Guarulhos (Brésil), le président de Plaine Commune (Seine-Saint-Denis), des adjoints au maire de Paris, les premiers magistrats de Rezé (Loire Atlantique), de Canelones (Uruguay), de Sotteville-les-Rouen (Seine Maritime), de Malakoff et Gennevilliers (Hauts-de-Seine), d'Esteio (Brésil), de Petralka (Slovaquie) de Montreuil et Clichy-sous-Bois (Seine-Saint-Denis), de Han Bel Air (Sénégal), de Grigny (Essonne), un vice-président du Grand Lyon et maire de Vaux-en-Velin...

Aux côtés de chercheurs, de responsables associatifs, de gestionnaires, ils ont creusé pendant trois jours des questions

aussi diverses que celles du logement, de la santé, de l'immigration, de la culture, des mobilités, de l'apartheid social, de l'aménagement urbain, des transports, du développement durable des institutions...

Comment affirmer son identité et sa spécificité quand on est dans la sphère d'influence de pôles politico-économiques tels que Montevideo, Barcelone ou Paris ?

Et comme un fil rouge, les relations entre centres et périphéries ont traversé tous les débats : comment affirmer son identité et sa spécificité quand on est dans la sphère d'influence de pôles politico-économiques tels que Montevideo, Barcelone ou Paris ? Et comment, dans ces centres mêmes, affronter solidairement avec les périphéries les ruptures sociales, les précarisations qui s'y développent ? Comment enfin gérer de façon dynamique et solidaire les rapports aujourd'hui en pleine mutation au sein d'une même métropole ?

La ville métropolitaine est à construire

Pour le géographe Guy Burgel, nous sommes entrés dans la plus grande révolution

Les images (ci-dessous et pages suivantes) qui accompagnent ce numéro sont extraites de la promenade organisée dans le cadre du Forum des autorités locales de périphérie par Denis Moreau le 4 mars 2006 à Nanterre avec Roger Desprès, de la Ferme du Bonheur. Denis Moreau, architecte, travaille à l'édification d'une représentation à son échelle individuelle de l'ensemble de l'agglomération parisienne. Cette promenade s'inscrit plus largement dans le cadre du projet « banlieuedeparis », dont le chantier est consultable sur l'adresse internet : www.banlieuedeparis.org.



3 questions à...

Pierre Schapira

*Adjoint au Maire de Paris
chargé des relations internationales
et de la francophonie*

Que des élus de Paris, ville-centre, soutiennent et soient présents à un forum des autorités locales de périphérie, voilà qui peut étonner...

Dans 15 ou 20 ans, 80 % de la population de la planète habitera dans des villes, et la grande majorité dans des métropoles. Les problèmes urbains vont donc croître énormément. Dans ces conditions ce forum, par sa dimension mondiale, est une donnée nouvelle dans l'avenir des villes. Rien que pour cette raison, il méritait notre soutien. D'autre part Paris se devait d'y être présente parce que beaucoup de personnes qui habitent dans les villes de la périphérie viennent travailler chez nous, visitent nos musées, fréquentent nos cinémas, nos théâtres... et parce que de notre côté nous sommes obligés de travailler avec les communes voisines. Nous ne pouvons pas vivre dans une tour d'ivoire !

Regardez par exemple le traitement des déchets ménagers : il se fait dans le cadre d'un syndicat intercommunal auquel 80 communes adhèrent, je ne vois pas comment Paris pourrait aujourd'hui s'en sortir toute seule. La réalité est celle-là : nous sommes tous de la même métropole parisienne. D'ailleurs en dehors de nos frontières on ne s'y trompe pas : pour un étranger, quelqu'un qui habite Nanterre ou Bagnolet est avant tout un Parisien...

L'aspect international du FALP a été très marqué. Qu'attend Paris d'une telle confrontation d'expériences avec des régions du monde aux réalités souvent très différentes ?

La dimension internationale est importante parce que quand on regarde les mégapoles un peu partout dans le monde : en Amérique latine et du Nord, en Europe - sauf en Afrique et en Asie - on se rend compte qu'elles traversent à peu près toutes les mêmes difficultés, qu'elles affrontent les mêmes

problèmes. À São Paulo comme à Paris, Barcelone ou Toronto on parle transports, éducation, logement, santé, précarité. Il faut s'armer pour y répondre et pour cela, nous avons besoin de l'expérience des autres.

Mais cette dimension internationale est importante aussi envers les agglomérations des pays pauvres, d'Afrique et d'Asie en particulier, où nos préoccupations peuvent apparaître comme des problèmes de riches. La banlieue d'une mégapole africaine comme Nairobi, ce sont 750 000 personnes qui vivent sans eau ni électricité dans des bidonvilles... Cette réalité là aussi nous impose de regarder au-delà de nos frontières...

Comme dans d'autres métropoles du monde, c'est à une nouvelle volonté politique que l'on doit l'amélioration des relations entre la ville-centre, Paris, et les collectivités voisines ces dernières années. Cependant ceci reste fragile. Comment consolider cette évolution et la mettre à l'abri des fluctuations politiques ?

Rien n'est irréversible, mais le travail que l'on aura fait ensemble, sur l'emploi, le logement, les transports, la rénovation urbaine, laissera des traces. Regardez la couverture du Périphérique dans le 19^e arrondissement : pour la première fois, il n'y aura plus de frontière entre la capitale et ses voisines, c'est un symbole formidable ! La réalité nouvelle qui naît des coopérations fait consensus, et je crois que tout le monde a compris que nous avons tous, ville centre et villes de périphérie, à y gagner. ♦

urbaine de l'histoire : l'ère des métropoles. Les spécialistes avaient coutume de dire il y a quelques années que les périphéries, ce n'est pas de la ville, c'est de l'urbain. " Non, a répondu Guy Burgel, les périphéries, c'est de la ville ! Il faut inventer une nouvelle cité à la taille de la métropole. La conquête démocratique est la clé de cette métropolisation ".

Une idée partagée par Jordi Borja, urbaniste espagnol, ancien adjoint au Maire de Barcelone. Il devait préciser que l'espace métropolitain, structuré en ville centrale et villes de banlieues par la société industrielle des XIX^e et XX^e siècles, est aujourd'hui le lieu de contradictions mal gérées, le développement asymétrique de la couronne urbaine, espace chaotique, créant de nouvelles centralités mais aussi des zones d'exclusion. " Face à la périphérie, a-t-il indiqué, il y a le risque de voir les villes centrales se transformer en des parcs réservés pour les classes aisées, et ceci est porteur de crises à venir ".

Si la ville centrale n'a pas à renier son passé, elle a aujourd'hui besoin de ses périphéries pour devenir une ville viable et durable. " La ville métropolitaine est à construire, a-t-il lancé. Pour pouvoir affronter les problèmes globaux qui se posent à l'é-



► chelle métropolitaine, le pouvoir politique ne doit pas se réfugier dans le localisme. Il faut redéfinir la citoyenneté urbaine, que la périphérie s'unisse, dépasse le cadre local, départemental et celui de sa petite agglomération pour celui de la grande agglomération afin de faire face aux défis de la métropolisation."

Reste que si un nouveau pouvoir métropolitain démocratique est à conquérir, tout doit être inventé car il n'existe pas de modèle en la matière.

Pierre Mansat, adjoint au Maire de Paris, a évoqué à cet égard la possibilité d'instaurer un dialogue partagé et un échange continu entre les collectivités de la zone dense parisienne au sein d'une Conférence métropolitaine (lire encadré page 7) : " Il n'y a pas de métropole solidaire et durable sans dialogue profond entre le centre et les périphéries " a estimé l' élu parisien. Mais cela n'ira pas sans un minimum de volonté politique. En témoigne la réponse qu'il a apportée à une question venue de la salle sur l'aménagement des Halles : pourquoi celui-ci est-il précédé par si peu de concertation avec la banlieue, pourtant première utilisatrice des lieux ? À trop privilégier la démocratie participative locale, n'en oublie-t-on pas la démocratie représentative ? " Les outils administratifs n'existent pas pour débattre d'un tel projet au niveau métropolitain, a répondu Pierre Mansat. La Ville de Paris a invité pour une visite et un débat 80 maires et élus régionaux des localités desservies par les lignes de transport qui convergent aux Halles. La réponse a été un intérêt extrêmement modeste pour ne pas dire quasiment insignifiant de la part de ces élus..." Christian Lefebvre, professeur à l'Institut français d'urbanisme en a conclu à la nécessité d'une " coresponsabilité du centre et des périphéries sur un espace com-

mun ", qui passe par une reconnaissance d'une citoyenneté métropolitaine aux habitants des périphéries.

Un droit à la ville qui reste à conquérir

Cependant un tel " droit à la ville " reste à conquérir.

Maire de Bobigny, Bernard Birsinger pense que cette conquête passe par l'invention de nouvelles formes et pratiques de la démocratie. " La ville, la banlieue, les territoires, tous ces concepts sont l'enjeu de grilles de lecture différentes, si différentes qu'elles s'affrontent avec la force de la lutte des classes. Le terrain de la ville de l'urbanité, partout dans le monde concentre la sauvagerie capitaliste, avide de marchandisation, face à la quête humaine du " vivre ensemble ". La ville n'est-elle pas le lieu essentiel de la résistance à l'oppression mondialisée, le lieu de la construction d'un avenir commun, respectueux des droits de chacune et de chacun ? A Bobigny, je suis à 3,5 km de Paris, je peux y aller sans escale par le canal de l'Ourcq, véritable trait d'union. Je peux prendre le tramway pour aller à Saint-Denis, et ce tram m'amènera à Montreuil. La nécessité de véritables complémentarités territoriales apparaît. Elles devraient être modelées par des complémentarités humaines, et non celles de toutes les marchandisations. Les territoires, par leurs inégalités, leurs blessures brutales sont les champs de cette oppression capitaliste qui invente de nouveaux travestissements, tout en suivant les mêmes buts : la concentration des pouvoirs, des savoirs et des avoirs. La lutte pour le droit à la ville est aussi la lutte pour le partage des pouvoirs et des savoirs. Il faut inventer un nouvel âge de la démocratie, dépassant la délégation de pouvoirs. La ville a besoin de l'opinion de chacune, de chacun,

pour inventer des solutions, a-t-il conclu. Il s'agit d'une question de volonté politique. Cette pratique n'est pas une démocratie locale de proximité qui enfermerait la parole et les compétences dans un carcan. Ce n'est pas une bulle protectrice qui isole au niveau communal, mais un souffle qui invite à regarder le monde dans sa totalité ".

Comme Bernard Birsinger, Gilles Vrain, de l'ADELS (Association pour la démocratie et l'éducation sociale et locale), a estimé que " la périphérie est un lieu où pourrait s'inventer un nouveau contrat démocratique, de nouvelles formes de débat public ". Ceci cependant devrait se faire en coordination avec les villes-centres, car " la plupart des problématiques contemporaines, comme le développement durable, prennent tout leur sens au niveau métropolitain ".

Les périphéries, laboratoires de la modernité

Cette opinion a été largement partagée par les participants au Forum. Patrick Jarry, maire de Nanterre où était accueilli le FALP, est intervenu dans ce sens en faisant l'apologie de l'économie solidaire. " En tant qu' élu local, je suis particulièrement inquiet des conséquences des négociations actuellement en cours au sein de l'Organisation mondiale du commerce concernant la libéralisation des services et notamment des services publics. Crèches, centres de loisirs, restauration scolaire, animations sportives, bibliothèques, conservatoires de musique et de danse, logement social, aides aux personnes âgées... Voici une liste non exhaustive d'actions de proximité mises en place par la ville que je dirige, et qui demain devraient être mises en concurrence avec



des entreprises privées, aux valeurs et engagements forts différents " .

Devant une telle menace, il estime qu'il faut " construire des secteurs alternatifs dans nos villes avec un objectif partagé : créer ou promouvoir des secteurs économiques solidaires dont les fondements ne reposent pas sur les règles de marché mais sur la réponse utile socialement et démocratiquement aux besoins des populations. C'est pour cela, à mon sens, que l'économie solidaire doit être considérée comme un secteur émergent de notre modernité, qu'il convient de soutenir et développer idéologiquement, politiquement, économiquement " .

Laboratoires de modernité encore, les banlieues le sont souvent en matière d'aménagement et de constructions. Plusieurs intervenants ont montré qu'elles occupent une part prépondérante dans la réalisation de logements sociaux, mais cet effort sera-t-il suffisant ? " D'ici 2020, a rappelé un participant, le monde comptera 700 millions de mal logés ! " De ce point de vue l'insuffisance et l'inadaptation des politiques publiques émanant des Etats a été montrée du doigt. Ainsi l'Italien Cesare Ottoni, de l'Association internationale des habitants, s'est-il étonné : " Ici, en France, on débat de démolition alors qu'il y a des dizaines de milliers de personnes qui cherchent un logement ! " Une critique de la politique de l'Agence nationale de rénovation urbaine reprise par Claude Dilain, le maire de Clichy-sous-Bois (Seine-Saint-Denis) - où les émeutes des jeunes des banlieues ont débuté en novembre dernier - qui a lancé : " la démolition-reconstruction ne va pas régler les problèmes. On aura beau mettre du marbre partout, quand on a 21 % de chômeurs, on a 21 % de chômeurs "...

3 questions à...

Marcos Carambula

Maire de Canelones

(métropole de Montevideo - Uruguay)

Autour de Montevideo, la capitale uruguayenne, vous avez mis en place une forme de gouvernance métropolitaine.

Les maires des trois communes qui constituent la métropole, à savoir Montevideo, Canelones et San Jose, se sont réunis en juillet 2005 avec l'idée de créer un espace de travail commun et permanent au service des 1,9 million d'habitants de la métropole. Nous nous sommes fixés des thèmes de travail précis comme les transports, la santé, le développement économique, la réorganisation territoriale, le calendrier culturel, les déchets ménagers... Chacun d'entre nous espère doter sa collectivité d'un plan stratégique dans tous ces domaines, qui permette d'encadrer les actions quotidiennes sur le long terme. Pour nous aider dans notre travail, nous avons mis sur pied une agence de développement commune. Ce centre de développement stratégique est chargé de mener les études afin de peaufiner le projet commun. Une telle démarche est indispensable pour atteindre une masse critique de réflexion. De plus elle nous fortifie face aux grandes entreprises de transport, etc. Elle permet enfin d'éviter que chacun tire la couverture à soi. Car c'est une tendance récurrente. Voyez par exemple les déchets ménagers : à priori, aucune des trois collectivités ne souhaiterait qu'ils soient traités chez elle... Le fait que l'agence prépare le projet et ensuite d'y travailler en commun permet de lever ce genre d'obstacle.

Comment cette gouvernance métropolitaine s'exerce-t-elle concrètement ? Ce n'est tout de même pas l'agence de développement qui prend les décisions...

Bien sûr que non. Les trois chefs politiques que sont les maires se rencontrent tous les mois et un groupe de coordination composé de représentants des trois collectivités se réunit quotidiennement. Nous établissons ainsi ce que nous appelons " l'agenda métropolitain " pour les cinq prochaines années. Mais attention, en espagnol le mot " agenda " ne signifie pas seulement répartition des actions dans le temps, mais aussi " projet ". Notre volonté est que ce projet, la stratégie à long terme qu'il exprimera, ne soient pas bâtis en fonction des besoins de la ville-centre, mais conserve bien un caractère pluricentrique. Nous voulons en finir avec l'hégémonie du centre. Nos seules frontières, ce sont celles de nos idées et des thèmes que nous débattons.

Qu'est-ce qui a rendu possible ce genre de coopération après des années d'hégémonie de Montevideo ?

Un changement d'attitude de l'Etat, qui désormais nous soutient dans notre démarche. Il est la conséquence de la victoire du *Frente amplio* (gauche) aux élections de l'été 2005. Depuis, une nouvelle relation entre l'Etat et la société civile se met en place, un système de participation qui fortifie la décentralisation et la gouvernance locale. Il y a aussi le changement de la municipalité de Montevideo, qui est également passée au *Frente amplio*. Mais l'uniformisation politique n'est pas une condition. La preuve, San Jose travaille très bien avec nous, pourtant son maire appartient au parti *Blanco* (droite). ♦



► Tiers-monde et quart-monde

Si les périphéries peuvent s'affirmer comme de véritables laboratoires de la modernité, ce potentiel est freiné par les retards d'aménagements, les injustices sociales et urbaines dont elles souffrent.

Évoquant l'insuffisance des infrastructures de transports collectifs, Claude Dilain, a par exemple décrit combien les habitants de sa commune s'y sentent " prisonniers ". " Il est impossible de mettre moins d'une heure et quart pour rejoindre Paris, à 15 kilomètres, a-t-il expliqué. A Clichy, des femmes au chômage depuis longtemps refusent du travail à Roissy où on recherche du personnel parce qu'il n'y a aucun autobus pour les emmener assez tôt. Quant aux jeunes, ils peuvent aller le samedi soir par les transports en commun au cinéma à Rosny. Mais pas en revenir ! "

De nombreux autres témoignages ont montré comment certains territoires de banlieue, trop longtemps abandonnés par les pouvoirs publics, concentrent ainsi les caractéristiques d'un " quart-monde ". Elles rappellent celles du " tiers-monde " dont certains, comme Fatimata Doumbia, maire de Bamako (Mali), ont regretté qu'il ne soit pas suffisamment représenté au Forum. La confrontation des expériences est venue rappeler à cet égard que dans les pays du sud les choses sont toujours plus graves, les inégalités plus prononcées. " Quand on voit les revendications en France, imaginez ce qu'est l'exclusion, les difficultés de se loger, de se déplacer et de travailler dans un pays comme le nôtre ! ", a lancé le gouverneur de l'Etat de Rio Grande do Sul, au Brésil. Dans son pays, la ban-

lieue se présente comme " la périphérie d'un Etat déjà périphérique ", même si les efforts déployés par le gouvernement de Lula " ont permis de réduire de 8 % le nombre de familles qui vivent en état de misère absolue ". Comment résorber ces inégalités entre pays du nord et pays du sud, mais aussi partout dans le monde, entre les différents territoires d'une même métropole ? Par la prise de conscience et la politisation, a répondu Jacques Nikonoff, le président d'Attac, à qui il est revenu de prononcer l'allocution de clôture du FALP. " Si elles sont souvent des territoires où se concentrent les violences sociales, conséquences des choix politiques et écono-

miques du néolibéralisme, a-t-il expliqué, les villes de périphérie sont également des espaces de résistances, d'inventivités sociales, de pratiques démocratiques cherchant à construire avec les citoyens des alternatives. Dans un monde de villes où l'urbain s'agrandit par la périphérie, leurs expériences et leurs volontés sont incontournables pour renforcer l'espoir qu'un autre monde est possible et il commence dans les villes ". ♦

PARTENAIRES

Alliance internationale des habitants (AIH)

<http://www.habitants.org>

Association pour la démocratie et l'éducation locale sociale (ADELS)

<http://www.adels.org>

Association française du conseil des communes et régions d'Europe (AFCCRE)

<http://www.afccre.org>

Association internationale des techniciens experts et chercheurs (AITEC)

<http://www.globenet.org/aitec/>

Association pour la taxation des transactions pour l'aide aux citoyens (ATTAC)

<http://www.france.attac.org>

Centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active (CEMEA)

<http://www.cemea.asso.fr>

Centre international de gestion urbaine (GIGU)

cigu@cigu.org

Cités et gouvernements locaux unis (CGLU)

<http://www.cities-localgovernments.org>

Cités unies France (CUF)

<http://www.cites-unies-france.org>

Forum des autorités locales pour l'inclusion sociale (FAL) <http://www.autoridades-locais.com.br>

Institut des droits de l'homme en Catalogne (IDHC) <http://www.idhc.org>

Observatoire international de la démocratie participative (OIDP)

<http://www.oidpart.com>

Ville de Paris <http://www.paris.fr>

SITES UTILES

Centre de recherche et d'information pour le développement (CRID)

<http://www.crid.asso.fr>

Convention européenne des collectivités locales face à l'AGCS, pour la promotion des services publics <http://www.agcs-gats-liege2005.net>

Forum social mondial

<http://www.forumsocialmundial.org.br>

Metrolab <http://www.metrolab.net>

Métropolis <http://www.metropolis.org>



Créer un espace de dialogue pour des projets communs

La façon de gouverner la métropole, de coordonner les politiques publiques afin de répondre aux enjeux d'aujourd'hui, a été posée avec force à plusieurs reprises. La Ville de Paris propose la création d'une conférence métropolitaine à l'échelle de l'agglomération dense de l'Ile-de-France.

→ **Pierre MANSAT**

adjoint au Maire de Paris
chargé des relations avec les collectivités territoriales d'Ile-de-France

Paris, aujourd'hui, c'est à la fois une plus grande richesse pour certains et plus de précarité pour un nombre croissant d'habitants. Dans une tribune récente⁽¹⁾, la sociologue Marie-Christine Jaillet-Roman analysait que " si le cœur historique des métropoles continue à se valoriser et à se qualifier socialement en accueillant la nouvelle strate des élites économiques et sociales, il héberge aussi les sans-abris et les populations les plus démunies. Il reste peut-être le " centre " mais ce centre inclut désormais les " marges ". Quant aux anciennes banlieues ouvrières de " première couronne " elles font l'expérience de destins sociaux qui se diversifient : certains connaissent un processus de " gentrification " et de reconquête qui tend à transformer leur peuplement et à les incorporer socialement à la " ville-centre ", tandis que d'autres continuent à accueillir ouvriers et nouveaux migrants. "

Avec une augmentation de 28 % du nombre d'allocataires du RMI en trois ans, un taux de chômage supérieur depuis vingt ans à la moyenne nationale, Paris s'inscrit bien dans ce schéma.

Mais comment parler de métropole solidaire en laissant se développer en son cœur ce mouvement de concentration de la richesse d'un côté et de précarisation de l'autre ?

Le contrecarrer est l'objectif prioritaire de la Ville de Paris, mais c'est aussi un combat qui concerne l'ensemble de la métropole. D'autant que des phénomènes similaires se développent dans les autres collectivités, que les territoires d'aujourd'hui sont extrêmement imbriqués et que la vie n'y reflète plus le rapport traditionnel entre centre et périphérie.

Les Parisiens font de plus en plus leurs achats en banlieue et beaucoup s'y rendent quotidiennement pour travailler : le tiers de la population active parisienne, soit 300 000 personnes, travaille extra-muros, tandis que la moitié des 1,6 millions d'emplois de Paris est occupée par des personnes qui viennent de l'extérieur, ce qui pose des problèmes communs, de transport par exemple...

Une inadéquation profonde entre le territoire vécu et les institutions démocratiques qui le régissent

Or il y a une inadéquation profonde entre le territoire vécu de cette façon et les institutions démocratiques qui le régissent. En raison de leur histoire, elles sont inadaptées aujourd'hui à l'échelle de la métropole, et cette inadéquation introduit des éléments de tension de plus en plus forte. Il n'existe pas d'institution à l'échelle du territoire dense et c'est un vrai problème pour les politiques

publiques.

La coopération intercommunale ou interdépartementale bilatérale entre Paris et ses voisins, pour nécessaire qu'elle soit, ne peut suffire et les intercommunalités se construisent, très légitimement, sans Paris. Pourtant, Paris possède 130 km de canaux et 8 000 unités foncières au-delà du Périphérique, certaines très vastes comme la plaine d'Achères, qui couvre 1 600 hectares.

Faire évoluer la gouvernance métropolitaine

Depuis 2001, la municipalité parisienne pose donc comme principe la nécessaire solidarité de l'ensemble de l'agglomération et comme objectif l'instauration d'un dialogue avec les autres collectivités, quelles que soient leur taille et leur couleur politique. Avec plus d'une quinzaine d'entre elles, nous avons déjà établi des liens de coopération solides, une conférence interdépartementale a été créée avec le Val-de-Marne, une autre avec la Seine-Saint-Denis sera bientôt sur pied... Mais il s'agit là de rapports bilatéraux encore insuffisants au regard des enjeux. Il faut aller plus loin, faire évoluer la gouvernance métropolitaine. Il ne s'agit pas de créer une nouvelle institution, mais d'instaurer une méthode de dialogue démocratique basée sur un mouvement volontaire des élus. Nous proposons qu'un tel dialogue se développe au sein d'une conférence de projets, une Conférence métropolitaine du cœur de l'agglomération parisienne. ♦

(1) Revue Territoires, avril 2006.



De nouvelles perspectives

Retour en forme de bilan sur cette première édition du FALP.

→ **Gérard PERREAU-BEZOUILLE**
adjoint au maire de Nanterre
et animateur du FALP

Quel bilan tirez-vous de ce premier FALP ?

Le pari d'un premier FALP, véritable " rendez-vous des banlieues du monde " a été tenu et nous le pensons réussi : richesse de 40 heures de débats, diversité des 750 participants de 20 pays provenant de 4 continents, présence de plus de cent collectivités locales dont plusieurs dizaines venant d'Espagne, du Portugal, du Brésil, d'Argentine, du Pérou, d'Uruguay, du Venezuela, du Mexique, d'Italie, du Sénégal, du Mali, de Grande-Bretagne, d'Allemagne, de Slovaquie, de Hongrie, apport de dizaines de chercheurs, de militants, d'associatifs, de citoyens.

Ce résultat est collectif. C'est celui d'une co-organisation entre collectivités locales, d'un travail commun avec des associations, d'une confrontation avec le monde de la recherche. Cette dynamique, c'est celle d'un réseau qui a su construire sa présence dans l'arène mondiale, qui a su s'élargir en s'ouvrant en permanence à toutes les autorités locales qui y trouvaient un espace pertinent pour exprimer leurs spécificités, leurs vécus pour interroger le rapport entre territoire et mondialisation dans une perspective métropolitaine.

Ces débats ont-ils permis d'engager, au-delà des contextes spécifiques à chacun, des réflexions communes ?

Le FALP et les suites qu'il crée permettent de nouvelles connexions de territoires, avec cette volonté partagée de construire par nos pratiques locales, par nos liens, notre apport à des métropoles mondiales solidaires.

La solidarité est bien un combat face aux exclusions, aux violences sociales des logiques portées par la globalisation actuelle. Cette question nous la posons dans notre diversité en nous saisissant avec force de notre réalité métropolitaine. Nous l'avons fait en abordant de nombreuses thématiques dans les conférences et les ateliers qui représentent autant d'enjeux modernes : le droit à la ville et à la mobilité, l'accès aux soins, aux services publics, à la culture, au logement, l'aménagement métropolitain durable, le développement d'institutions métropolitaines...

Nous sommes également satisfaits d'avoir pu travailler, à travers des expériences originales - je pense au tour de la banlieue de Paris et à la marche nocturne - le lien sensible entre villes vécues et villes pensées.

Quelles suites envisagez-vous ?

Nous avons pris la décision d'élaborer une " Déclaration " non pas finale mais de " perspectives " permettant de valoriser des axes

concrets d'engagements pour des métropoles solidaires, durables et démocratiques. Nous la finaliserons dans les trois mois qui viennent. Un nouveau site internet sera réfléchi dans cet esprit. Il permettra de retrouver l'ensemble de notre réflexion, de continuer les débats, d'en créer de nouveaux et de favoriser la rencontre avec de nombreuses autres initiatives notamment dans le milieu universitaire et associatif. Notre objectif : faire vivre en permanence la rencontre pour et par l'apport de chacun. Notre travail doit être porté à Cités et gouvernements locaux unis au sein du groupe " villes de périphéries " présidé par Jaime Zea maire de Vila El Salvador. Un compte rendu sera présenté lors du prochain conseil mondial de CGLU à Marrakech. Ce sera aussi l'apport du réseau au rapport mondial GOLD sur la démocratie locale. Mais aussi porté dans les diverses rencontres internationales faisant sens comme au Forum mondial de l'eau, au Forum urbain de Vancouver, à Afri cités et bien sûr dans le prochain FALP pour l'Inclusion sociale de Nairobi, dans les FSM..., en construisant toujours les passerelles avec le mouvement citoyen. Enfin, l'envie de poursuivre ensemble pourrait se traduire dans la coélaboration d'un deuxième FALP dans les deux ans à venir, en Amérique latine. Nos amis sud-américains en ont exprimé la volonté. ♦

Adresse du site Internet : www.falp.nanterre.fr
Contact du réseau FALP : falp@nanterre.fr



MAIRIE DE PARIS

DIRECTION GÉNÉRALE
DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION

DIRECTION DE LA DÉCENTRALISATION
ET DES RELATIONS AVEC LES ASSOCIATIONS,
LES TERRITOIRES ET LES CITOYENS

SOUS-DIRECTION DE LA COOPÉRATION
TERRITORIALE

Directeur de la publication : Pierre Mansat
pierre.mansat@paris.fr – Tél. : 01 42 76 68 91

Directeur : Bernard Landau

Rédactrice en chef : Pascale Thomas

pascale.thomas@paris.fr – Tél. : 01 42 76 74 87

Rédaction : Stéphanie Catto, Manuel Gascoin, Régis Huleux, Pascale Thomas

Réalisation : Mairie de Paris, DDATC, sous direction de la coopération territoriale
extramuros@paris.fr

Tirage : 7 000 exemplaires

Imprimé par IME (Imprim'vert) avec des encres végétales sur papier recyclé 50 % certifié PEFC (Certification de forêts gérées durablement)

